

Identités *queer* : diaspora et organisation ethnoculturelle et transnationale des lesbiennes et des gais à Toronto

Queer identities. Ethnocultural organizing in Toronto

Miriam Smith

Numéro 53, printemps 2005

Identités : attractions et pièges

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/011647ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/011647ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

1204-3206 (imprimé)

1703-9665 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Smith, M. (2005). Identités *queer* : diaspora et organisation ethnoculturelle et transnationale des lesbiennes et des gais à Toronto. *Lien social et Politiques*, (53), 81–92. <https://doi.org/10.7202/011647ar>

Résumé de l'article

Le présent article examine les modèles d'organisation des lesbiennes, gais, bisexuels et transgenres (LGBT) dans les communautés ethnoculturelles de Toronto au Canada. On y soutient que de nouvelles formes d'organisation et d'identité locales voient le jour dans les communautés queer, formes qui remettent en question les espaces traditionnels des politiques des mouvements sociaux et la place de choix accordée à l'État-nation en tant que principal niveau d'analyse de la situation des LGBT sous l'angle des droits humains. Plutôt que de s'appuyer sur le concept d'une identité lesbienne et gaie homogène et bien ancrée, l'article décrit les formes multiples que prennent les identités LGBT sous l'effet de l'accélération de la migration, de la création et du renforcement des diasporas et de l'intensification de la diversité ethnoculturelle des centres urbains.

Identités *queer* : diaspora et organisation ethnoculturelle et transnationale des lesbiennes et des gais à Toronto

Miriam Smith

Ce texte porte sur les modes d'organisation des lesbiennes, gais, bisexuels et transgenres (LGBT) au sein des communautés ethnoculturelles de Toronto, au Canada¹. Les nouvelles formes de luttes locales qui voient le jour depuis une trentaine d'années redéfinissent les espaces de revendication traditionnels des mouvements sociaux. Ce phénomène touche les *queer*, pour qui l'espace national n'est plus le lieu principal ou exclusif à investir pour défendre leurs droits. L'accélération de la migration, la création et le renforcement des diasporas et l'intense diversification ethnoculturelle des centres urbains entraînent une multiplication des identités LGBT. Autour de ce qu'Alberto Melucci (2000) appelle la remise en question des codes culturels dominants de la société, les normes et pratiques des LGBT évoluent, comme celles des communautés ethnoculturelles et de leurs diasporas. Il en résulte de nouveaux

espaces sociaux pour les identités *queer* racialisées et, dans leurs efforts pour transformer les mœurs, normes et valeurs sociales, les groupes LGBT prennent pour cible, non seulement les institutions sociales dominantes blanches à l'intérieur et à l'extérieur de leur propre communauté, mais aussi les communautés d'immigrants et leurs diasporas. Leur action pour le changement social et politique revêt ainsi une dimension transnationale et déborde les frontières du pays. L'État n'est pas mis de côté pour autant : la reconnaissance croissante des droits des LGBT dans les politiques canadiennes et l'évolution des attitudes à leur égard constituent la toile de fond d'une telle organisation locale.

La plupart des études sur les organisations LGBT tendent à prendre l'espace national comme cadre de référence et négligent la diversité interne du mouvement, particulièrement au plan ethnique et racial (Smith,

1999; Rayside, 1998). Pourtant, à l'instar d'autres mouvements sociaux (Cohen, 1998), le mouvement LGBT recèle une diversité qui se manifeste dans ses orientations et ses modes d'organisation. La première partie de cet article est consacrée à une présentation de l'organisation LGBT à Toronto et de sa composante ethnoculturelle. Dans la deuxième section, des études de cas permettront de montrer par quels jeux complexes les identités LGBT ethnoculturelles ont inspiré de nouvelles formes d'organisation politique qui remettent en question la représentation d'un mouvement social LGBT stable et cohérent. Court-circuitant l'État, les stratégies des groupes ethnoculturels *queer*, qui vont de l'aménagement d'un espace social au militantisme politique transnational, se concentrent sur les changements à l'intérieur et à l'extérieur de la communauté LGBT. Se situant au croisement de la race, de l'ethnicité, de la religion et de la sexualité, les groupes LGBT ethnoculturels sont

Identités *queer*: diaspora et organisation ethnoculturelle et transnationale des lesbiennes et des gais à Toronto

Tableau 1. Organismes LGBT sans but lucratif selon leur activité principale, Toronto, 2002-2003

Activité principale	Nombre d'organismes	Pourcentage
Défense des droits	9	5,17
Sida-VIH	5	2,87
Éducation, recherche	1	0,57
Activités commerciales	5	2,87
Situation familiale	9	5,17
Situation professionnelle	7	4,02
Activités politiques	1	0,57
Loisirs	72	41,37
Activités religieuses	10	5,75
Services	50	28,16
Santé, sauf VIH	4	2,30
Nombre total d'organismes	175	100,00

82

une illustration du renouvellement d'identités marginalisées, sous l'effet de la diversité. Les luttes identitaires n'épousent pas des catégories étanches articulées autour du sexe, de la race ou de l'orientation sexuelle. Les études de cas présentées ici montrent comment elles se construisent dans les réseaux complexes du militantisme communautaire.

Organisation LGBT à Toronto

Toronto n'est surpassée que par Miami, Floride, pour le pourcentage de sa population née à l'étranger. Mais si la population de Miami née à l'étranger est principalement d'origine cubaine, la population immigrante de Toronto se rattache à plusieurs cultures, religions et groupes linguistiques. Selon le dernier recensement, ses principaux pays d'origine sont la Chine, l'Inde et le Pakistan (Conway-Smith, 2004); 43 % des Torontois appartiennent à un groupe racial minoritaire et le tiers parlent une langue autre que l'anglais à la maison (Statistique Canada, 2002).

L'information sur les groupes LGBT torontois a été recueillie entre le printemps 2002 et le printemps 2003. Il s'agissait, à cette étape de la recherche, de documenter la portée

de l'organisation LGBT à Toronto, la nature et le type des groupes et de leurs activités, ainsi que le mode de déploiement de la diversité (sexuelle, raciale, ethnique et autre) dans l'organisation LGBT urbaine. La définition des organismes sans but lucratif proposée par Salamon et Anheier, largement utilisée dans les ouvrages sur l'organisation locale aux États-Unis et ailleurs, a servi de cadre pour définir les organisations de ce secteur. Selon Salamon et Anheier (1998 : 216), les organismes du secteur bénévole sont organisés (c'est-à-dire «institutionnalisés»), privés (non étatiques), sans but lucratif, autogérés (capables d'administrer leurs propres activités) et caractérisés par la participation bénévole.

Les critères relatifs à l'institutionnalisation ont été appliqués très sommairement; tout organisme ayant tenu une réunion de ses membres pendant deux années consécutives a été considéré comme «institutionnalisé», même en l'absence d'organisation permanente ou de personnel rémunéré. À l'aide de diverses sources d'information (listes d'orga-

nismes LGBT, médias LGBT, sites web, interviews qualitatives de dirigeants d'organismes sans but lucratif), nous avons retenu 175 organismes LGBT sans but lucratif largement conformes à la définition de Salamon et Anheier. Nous en avons joint 65, et nous avons mené des interviews qualitatives auprès de 75 dirigeants et participants actifs². Les principales activités des 175 organismes sont résumées au tableau 1, classées selon les catégories employées par les organismes pour décrire leurs activités.

Outre l'éducation, la recherche et les loisirs, généralement au nombre des principales activités des OSBL (Salamon et Anheier, 1998 : 219), les groupes ont cité de nombreuses catégories, notamment les «services» (à leurs membres, à d'autres clientèles). Beaucoup font du réseautage social et commercial. Ils ne se limitent pas au domaine des loisirs, et sont structurés autour de dimensions — profession, religion, situation sur le marché du travail, situation familiale — souvent névralgiques pour les LGBT.

La plupart des organismes sont relativement petits si l'on considère le nombre de personnes qui prennent part aux activités. D'après les données détaillées relatives au tiers de l'échantillon et issues des échanges et des interviews qualitatives, la plupart des organismes mènent leurs activités avec un maximum de vingt participants et bénévoles, et très peu disposent d'un budget annuel supérieur à 10 000 dollars (canadiens). La majorité des organismes dotés de budgets importants, toutes proportions gardées, sont financés par le gouvernement canadien ou par des fondations publiques. Le portrait initial de l'organisation LGBT à Toronto qui se dégage de ces données est donc celui d'un réseau de petits organismes dispersés.

Les tableaux 2 et 3 apportent d'autres précisions et font ressortir la diversité du secteur LGBT. Historiquement, celle-ci a reposé sur le sexe, l'identité sexuelle et l'orientation sexuelle, qui ont cristallisé les luttes. À Toronto, comme dans les villes américaines, la place des lesbiennes dans les mouvements de libération des femmes et des gais et la place des bisexuelles dans l'univers lesbien ont suscité des débats chez les femmes dès le début du mouvement de libération gaie. Les tensions entre les hommes et les femmes existent depuis longtemps dans les débats entre LGBT, autour de questions comme le sexe public, la pornographie et les droits de la personne (Ross, 1995). Ces dernières années, à la tête des organisations LGBT de défense des droits de la personne présentes sur la scène politique, les lesbiennes et les gais ont trouvé un terrain d'entente sur des questions comme la reconnaissance des couples de même sexe. Bien que les transgenres jouent depuis long-

Tableau 2. Orientation sexuelle et identités sexuelles dans les organismes LGBT sans but lucratif^a

Autodéfinition des organismes	Nombre d'organismes
Gais	8
Hommes	4
Lesbiennes	15
Femmes	8
Bisexuels	5
Transgenres	12
Total	52

a. Selon l'autodescription de l'organisme sur les listes communautaires ou les sites web. Le tableau présente l'identification principale des organismes.

Tableau 3. Diversité ethnique et linguistique au sein des organismes LGBT de Toronto, 2002-2003^a

	Nombre d'organismes	Pourcentage
Ethnicité	24	13,7
Langue	6	3,4
Religion	11	6,3
Capacité	5	2,9

a. Les organismes ont été classés selon l'autodescription figurant sur les listes communautaires ou les sites web.

temps un rôle de premier plan dans les luttes *queer*, leur mobilisation au Canada se traduit depuis cinq ou six ans par une visibilité accrue des enjeux d'ordre politique, social et économique qui les touchent dans les communautés LGBT (Namaste, 2000). Le terme «transgenre» figure dans le nom de nombreux organismes lesbiens et gais, tout comme, il y a dix ans, beaucoup d'organisations y avaient ajouté une référence explicite à la bisexualité. Si, à l'heure actuelle, la pratique de la majorité des organismes consiste à se décrire comme «LGBT», certains groupes s'organisent autour d'aspects particuliers de l'identité LGBT. Cinquante-deux des organismes

visés par notre étude, soit 30 %, font explicitement référence au sexe, à l'identité sexuelle ou à l'orientation sexuelle dans leur autodescription, outre l'étiquette générique «LGBT». Par exemple, *Trans-Youth Toronto* se décrit explicitement comme un organisme qui s'adresse aux jeunes transgenres, *Chinese Lesbians of Toronto* se présente comme une organisation lesbienne, et *Gay Fathers of Toronto* regroupe les pères gais. Certains organismes se décrivent en fonction du sexe plutôt qu'en fonction de l'orientation sexuelle³. De toute évidence, le sexe et l'identité sexuelle sont importants pour les organismes transgenres, dont les membres n'ont pas forcément la même orientation

Identités *queer*: diaspora et organisation ethnoculturelle et transnationale des lesbiennes et des gais à Toronto

84

sexuelle, mais ils ne le sont pas moins pour les organisations qui s'adressent à un seul groupe sexuel, telles les deux grandes organisations lesbiennes de Toronto, *Women for Recreation, Information and Business* (WRIB) et *Women's Hockey of Toronto*. WRIB se décrit comme un «club de lesbiennes» ouvert aux «lesbiennes et aux femmes ayant une attitude positive à l'égard des gais». Quoiqu'il en soit, en 2002-2003, les organisations «pour» lesbiennes et «pour» transgenres sont les plus nombreuses (tableau 3). Ce phénomène doit être mis en rapport avec l'hégémonie traditionnellement exercée par les hommes gais blancs sur les groupes gais ou LGBT du courant dominant (*mainstream*). Pour faire face à la domination blanche et anglophone des principales organisations politiques et de services gais et lesbiennes à Toronto pendant les années 1970 et 1980 (Warner, 2002), des organismes reflétant les sous-groupes ethnoculturels, religieux et linguistiques de la communauté LGBT se sont formés. Environ 13 % des groupes se décrivent en termes ethnoculturels, et 10 % en termes linguistiques ou religieux.

En règle générale, dans les organisations LGBT urbaines à Toronto, la participation est active (c'est-à-dire que les militants, participants, clients et membres se regroupent et consacrent du temps aux activités et à la réalisation des objectifs de l'organisation) plutôt que passive (aide financière ou dons de charité, par exemple). L'appui financier passif est négligeable dans les organisations urbaines. Parmi les 75 organismes retenus pour l'analyse détaillée et les entrevues, seulement 5 % ont déclaré avoir le statut d'organisme de bienfaisance en vertu du droit fiscal canadien, et seulement la moitié (48 %) sollicitent des dons dans l'ensemble de la communauté LGBT (la proportion est encore plus faible pour la sollicitation à l'extérieur de la communauté). La plupart des organismes sont financés par les participants, reçoivent une aide indirecte d'organisations «mères» comme le *519 Community Centre* (principal centre communautaire LGBT de Toronto) ou le *Lesbian and Gay Community Appeal*, ou encore bénéficient directement ou indirectement de fonds publics. On est loin du portrait dressé par Skocpol (2003) dans son analyse du milieu associatif aux États-Unis. Skocpol observe un repli des vastes fédérations de membres au profit d'organisations professionnelles de défense des droits soutenues par des donateurs et des adhérents passifs. Au contraire, les petites organisations LGBT urbaines de Toronto offrent des espaces de participation active et d'engagement dans la cité.

Groupes ethnoculturels dans l'organisation urbaine à Toronto

Les organismes ethnoculturels *queer* de Toronto se caractérisent par la diversité de leurs objectifs et de

leurs stratégies, et se distinguent entre eux par la manière dont les identités *queer* retentissent sur leur action. Certains processus ou objectifs se dégagent de cette dynamique :

- la création d'un espace (à Toronto, dans la diaspora) pour la définition et l'expression d'une identité *queer* particulière. L'aménagement de cet espace peut s'imposer comme un geste politique en soi ou comme l'étape préparatoire d'une participation plus large à l'action politique ou à la défense des droits;
- le ciblage proactif de la communauté, à Toronto, au Canada ou dans une diaspora plus vaste;
- le ciblage proactif d'organisations LGBT dominées par l'establishment blanc anglophone, dans le but de dénoncer le racisme ou d'ouvrir ces organisations à d'autres groupes;
- le ciblage proactif de sociétés et de gouvernements étrangers, pour faire évoluer leurs politiques et stimuler le changement social.

De nombreux groupes sont actifs sur plusieurs terrains ou ont changé de terrain au fil des ans. Par ailleurs, il faut noter que les groupes analysés ici ne sont pas parfaitement représentatifs de l'organisation ethnoculturelle torontoise. Ils couvrent l'éventail des origines ethniques, allant des blancs (Canadiens d'origine italienne ou polonaise par exemple) aux membres des communautés visibles (Canadiens d'origine africaine ou asiatique), mais non celui de la diversité sexuelle. Certains sont mixtes, c'est-à-dire ouverts aux hommes et aux femmes. C'est le cas de Salaam (musulmans *queer*) et d'Avanti (Canadiens d'origine italienne). D'autres, comme la *Polish Gay and Lesbian Association*

(PGLA) et *Gay Asians Toronto*, sont principalement des regroupements d'hommes gais. Les groupes ethno-culturels présentés ici ont connu au Canada des histoires très différentes. La présence de la communauté afro-canadienne remonte au 18^e siècle et celle des Canadiens d'origine asiatique date essentiellement du 19^e siècle; les Italo-canadiens ont surtout immigré après la Seconde Guerre mondiale, et les Canadiens musulmans et originaires des Caraïbes sont arrivés en grand nombre depuis les années 1960. Chaque communauté est elle-même diversifiée. Les communautés d'origine européenne italienne et polonaise sont les plus homogènes, tandis que les musulmans, les Canadiens d'origine asiatique et les Afro-canadiens sont issus de divers pays, groupes linguistiques et traditions religieuses.

Création d'un espace social

Dès les débuts des mouvements de libération gaie et du féminisme lesbien à Toronto, des groupes se sont formés pour aménager des espaces sociaux de soutien aux identités *queer* racialisées.

Fondé en 1980, *Gay Asians Toronto* (GAT) est l'une des plus vieilles organisations gaies encore actives dans la métropole ontarienne. Parmi ses nombreuses activités, GAT accorde une place importante à la création d'un espace gai asiatique à Toronto. Pour expliquer son évolution en tant qu'espace social, GAT souligne l'incidence du racisme sur l'expérience des Torontois gais d'origine asiatique. Selon GAT, la communauté gaie est le reflet de la domination des blancs dans les médias, la publicité et les modèles de comportement homosexuel. L'hégémonie des blancs dans la culture dominante est même «exa-

cerbée et polarisée» dans la communauté gaie: «la culture gaie est axée sur l'homme blanc, typiquement un blond aux yeux bleus, grand de taille et musclé. Nous en arrivons à croire qu'il s'agit là de l'image que nous devrions tous rechercher» (GAT, 1996: iii-iv). GAT met en lumière la racialisation des asiatiques et d'autres minorités dans le milieu torontois des travestis, les asiatiques étant considérés comme de «beaux travestis» (1996: iv). On s'attend à ce que les gais d'origine asiatique soient «passifs et soumis, obéissants, dociles, efféminés et doux» (1996: iv). GAT souligne la nécessité d'une identité politique et d'une identité collective qui serviront de bouclier et aideront les gais à gérer leur propre vie. L'organisme explique aussi que le manque d'«images positives» nuit à la confiance en soi: «le gai d'origine asiatique peut nier l'existence de problèmes touchant son groupe. Il croit que le manque de confiance en soi est un problème personnel qui doit être réglé individuellement». Pourtant, il en viendra à reconnaître que ces problèmes ne sont pas d'ordre personnel, mais résultent des stéréotypes et du racisme.

L'homophobie peut se manifester particulièrement intensément au sein des communautés d'immigrants asiatiques au Canada, soucieuses d'intégration et de réussite (1996: vii). Militant de GAT, Alan Li se rappelle comment, au commencement des années 1980, dans les débuts de l'organisation, un spectacle présenté au principal centre communautaire LGBT de Toronto avait témoigné devant toute la communauté gaie du dynamisme de *Gay Asians Toronto*. Mais le spectacle a aussi servi à politiser ses premiers membres: «quelque 300 personnes ont rempli le 519 Community Centre à capacité,

et les gens étaient très excités de pouvoir travailler ensemble, ce qu'ils n'avaient jamais fait auparavant. C'était donc un événement très énergisant. Le spectacle était surtout divertissant, mais je pense que, pour des groupes marginalisés, le fait de collaborer et de créer quelque chose est un geste très politique en soi, le fait de travailler ensemble est très politique, et c'est ce qui a stimulé encore davantage le groupe» (Li, 2003).

Avanti, qui regroupe des Canadiens d'origine italienne, se décrit aussi comme un groupe «social de soutien». Il vise à «promouvoir la confiance en soi, le respect mutuel et des attitudes sexuelles saines» et à offrir «un lieu confortable, sûr et agréable dans lequel les lesbiennes, gais, bisexuels, transgenres et autres Italiens *queer* peuvent parler de ce qu'ils sont» (Avanti, 2004). Ses activités principales tournent autour de soirées sociales et de discussion, au cours desquelles ses membres ont l'occasion de parler de questions personnelles concernant leurs relations avec leur famille et la communauté italienne. Guy Raffaele, membre d'Avanti, décrit en ces termes l'importance de la dimension sociale et le soutien offert par le groupe :

C'est l'atmosphère, ce sont deux choses, le gai et l'Italien fondus en un. Certains membres ne se sont pas affichés face à leur famille. D'autres l'ont fait et la famille l'accepte assez bien. Enfin, un grand groupe de membres se trouve entre les deux; ils se sont affichés mais doivent rester discrets ou ont l'impression qu'ils ne peuvent parler aussi librement chez eux, ou bien encore préfèrent ne pas parler pour éviter les remous. Pour beaucoup de membres, c'est comme s'il était presque impossible d'être gai et Italien à la fois. Je ne sais pas si c'est

Identités *queer*: diaspora et organisation ethnoculturelle et transnationale des lesbiennes et des gais à Toronto

86

le cas pour une majorité, mais ça touche une grande proportion des membres. [Avanti] nous permet d'être les deux. Vous savez, vous pouvez être l'Italien de temps à autre, et les gens vous comprennent, font une blague, et c'est bien, et vous avez toute cette autre dimension gaie en même temps (Raffaele, 2002).

Ces observations révèlent indirectement les représentations dominantes de la vie LGBT, où l'identité italo-canadienne n'est pas manifestée. Elles mettent également en lumière certains segments de la communauté italo-canadienne dans lesquels les LGBT ne se sentent pas libres de s'afficher. Là aussi, la création d'un espace social peut favoriser la politisation des questions d'homophobie, de stéréotypes et de racisme au sein des organisations et de la communauté LGBT de même que dans certains groupes ethnoculturels. Avanti et GAT ont des trajectoires différentes à cet égard. Au fil des ans, Avanti s'est surtout concentré sur la création d'un espace social pour les lesbiennes et les gais italo-canadiens de Toronto. De son côté, au cours de son histoire plus longue, GAT est passé de la collaboration avec la communauté sino-canadienne à la dénonciation du racisme

de certaines organisations LGBT de Toronto, comme nous le verrons.

Ciblage des communautés ethnoculturelles

La création d'un espace social permettant l'intégration des identités ethnoculturelles et *queer* est l'un des axes résultant de la convergence de la militance ethnoculturelle et de la militance *queer*. Une dynamique importante à cet égard est le ciblage du groupe ethnoculturel d'attache. Les travaux de recherche ont mis au jour bon nombre d'exemples éloquentes de ces luttes au sein des communautés ethnoculturelles. Lors de discussions sur le ciblage des communautés ethnoculturelles par les organisations ethnoculturelles *queer*, de nombreux répondants interviewés ont souligné l'importance d'éviter les généralisations à propos de leur culture. Ainsi, un membre d'Avanti déplore que la culture, les communautés et les familles italo-canadiennes paraissent intrinsèquement homophobes aux yeux des lesbiennes et des gais anglo-saxons (Chiodo, 2002). De la même façon, l'*histoire orale* de GAT, qui présente l'organisation asiatique gaie à Toronto, nous apprend que, dans beaucoup de cultures asiatiques, les relations sexuelles entre partenaires de même sexe sont reconnues dans la tradition et que, dans bien des cas, les attitudes homophobes ont été exacerbées par le processus d'immigration au Canada, non seulement en raison de l'homophobie de la société blanche canadienne, mais aussi parce que les asiatiques récemment immigrés tendent à être plus conservateurs sur le plan politique que les sociétés qu'ils ont quittées (GAT, 1996). La perception que les communautés ethnoculturelles sont plus hétéronormatives et plus homophobes que les

cultures canadiennes française et anglaise traditionnellement dominantes pose problème. En effet, les groupes de défense des gais et des lesbiennes dominés par les blancs ont lutté en faveur de l'affirmation des identités *queer* et contre l'homophobie et l'imposition de normes hétérosexuelles dans leur propre communauté et dans leurs propres institutions sociales. Dans la mesure où les institutions et les communautés blanches ont dominé le mouvement LGBT, l'homophobie et l'imposition de normes hétérosexuelles n'ont pas été traitées comme le reflet d'une identité racialisée ou ethnicisée, même si ces luttes se sont produites dans le cadre d'une hégémonie de la communauté blanche d'origine française et anglaise. Il importe donc de ne pas attribuer l'étiquette d'homophobes aux communautés ethnoculturelles, mais de chercher plutôt à examiner de façon empirique la nature des luttes qui ont été menées.

Plusieurs exemples éloquentes illustrent les luttes relatives à l'homophobie et à l'identité *queer* au sein des communautés ethnoculturelles, notamment la campagne menée par la *Polish Gay and Lesbian Association* (PGLA) pour adhérer au *Polish Canadian Congress* et les efforts déployés par *Gay Asians Toronto* pour intéresser les organismes communautaires sino-canadiens de Toronto à la lutte contre le sida.

À la fin des années 1990, la PGLA a tenté de joindre les rangs du *Polish Canadian Congress*, fédération nationale regroupant plus de deux cents organismes canado-polonais, y soulevant un débat sur la reconnaissance des identités lesbiennes et gaies dans la communauté canado-polonaise. Tel

n'était pas le but de la PGLA. La tournure des événements s'explique par ses activités de l'époque (organisation du mouvement gai, activités de financement et information sur le sida en Pologne) et par une évolution au sein même du *Polish Canadian Congress*, qui adopte alors des politiques plus libérales.

Fondée en 1992, la PGLA visait à influencer les attitudes sociales et politiques à l'égard du sida en Pologne et à soutenir le mouvement gai polonais au cours des premières années suivant la chute du communisme. Pour recueillir des fonds, elle a voulu publier une annonce dans un journal polonais de Toronto. Comme ce fut le cas dans nombre de communautés ethnoculturelles torontoises, une controverse a éclaté autour de la publication de l'annonce, qui attirait l'attention du public sur le travail de la PGLA touchant le sida. La demande a été rejetée. Le refus du *Vancouver Sun* de publier une annonce de libération gaie dans les années 1970 avait donné lieu à la première cause de défense des droits des gais au Canada, cause portée devant la Cour suprême du Canada (laquelle avait tranché en faveur du *Vancouver Sun*). D'autres groupes ont également dû surmonter ces obstacles à la communication dans leur communauté. Or le président de la PGLA avait, sans difficulté, fait paraître dans le journal *Zwiazkowiec* une annonce concernant une pièce de théâtre. L'affaire a été soumise à la Commission ontarienne des droits de la personne, qui a entendu deux autres causes connexes, l'une contre un journal torontois publié en polonais (*Gazeta*), l'autre contre une émission de télévision (*Polish Studio*). Dans les deux cas, la PGLA dénonçait la représentation de l'homosexualité dans ces médias. Ainsi, dans le cas de la *Gazeta*, elle

réprouvait l'emploi du terme *pederasta* (pédéraste) dans le journal. Ces deux plaintes ont porté fruit. L'intervention de la Commission dans les deux causes a indiqué aux médias canado-polonais que la discrimination et les préjugés explicites contre la PGLA de même que le mépris à l'égard des homosexuels ne seraient pas tolérés dans la société canadienne. Ainsi, une grande partie du travail de la PGLA a consisté à contester les représentations dominantes des lesbiennes et des gais dans la communauté des Canadiens d'origine polonaise (PGLA, 2000). Tant au Canada qu'en Pologne, les membres de la PGLA envoient régulièrement des lettres aux journaux pour dénoncer les représentations méprisantes de l'identité lesbienne et gaie.

En ce qui concerne la demande d'adhésion de la PGLA au *Polish Canadian Congress*, susceptible de faciliter ses efforts pour recueillir des dons de charité afin de lutter contre le sida (et pour d'autres causes) en Pologne, elle a été agréée, malgré la vive opposition d'une aile conservatrice, et grâce à la publication de l'information par un journal communautaire progressiste de Toronto (Jedrzejczak, 2002).

Le *Gay Asians Toronto* (GAT) est un autre exemple important d'organisation LGBT ethnoculturelle dirigeant ses interventions vers sa propre communauté. GAT a consacré une grande partie des années 1980 à la lutte contre le racisme dans la communauté LGBT et à la création d'un espace social (principalement) pour les Torontois gais d'origine asiatique. Dans la foulée de la crise du sida, ses organisateurs ont cherché à établir des liens de collaboration avec les organisations chinoises de services sociaux de Toronto pour lut-

ter contre le sida. De concert avec le *AIDS Committee of Toronto*, GAT a mis sur pied un projet sida pour les gais asiatiques de Toronto. Alan Li souligne la méfiance qui s'est manifestée à cette occasion entre les organisations chinoises traditionnelles de Toronto et la communauté gaie asiatique : « ces communautés n'avaient jamais vraiment travaillé ensemble [...] La personne type porteuse du VIH qui pouvait militer dans les projets des gais asiatiques n'avait pas toujours l'assurance d'être servie adéquatement par les groupes traditionnels. On ressentait beaucoup d'inquiétude, vous savez, pour ce qui est du travail avec les communautés traditionnelles, et ces communautés ne savent vraiment pas grand-chose des questions qui touchent les gais et les lesbiennes » (Li, 2002). À l'instar de la communauté polonaise, la communauté sino-canadienne amorce un virage et se montre plus disposée à accepter la communauté gaie. Les militants de GAT citent à cet égard l'exemple du Conseil national des Canadiens chinois (CNCC), organisme de lutte contre le racisme et pour la justice sociale. Le CNCC a fait de la lutte contre l'homophobie au sein de la communauté asiatique l'un de ses objectifs et collaboré avec Egale, groupe national de défense des droits des LGBT, dans des causes touchant l'égalité des droits des lesbiennes et des gais (Li, 2002; Go et Fisher, 1998). Au début des années 2000, Alan Li a été le premier président du CNCC à afficher publiquement son homosexualité. Les relations entre GAT et les associations sino-canadiennes, tant à Toronto que sur la scène nationale, se sont donc développées depuis ses débuts.

Identités *queer*: diaspora et organisation
ethnoculturelle et transnationale des
lesbiennes et des gais à Toronto

Ciblage de la communauté LGBT

Au cours des années 1980, des liens de collaboration se sont établis entre *Gay Asians Toronto*, *Lesbians of Colour* (LOC) et ZAMI, la principale association des gais afro-canadiens à Toronto, autour de la question du racisme au sein de la communauté LGBT. Les trois groupes ont organisé des événements de lutte contre le racisme au *519 Community Centre*, à Toronto, pour attirer l'attention du public sur le problème du racisme dans la communauté gaie (Wong, 2003).

Leur collaboration s'est concrétisée très tôt, à l'occasion d'un débat autour de la revue torontoise de libération gaie *The Body Politic*, l'une des premières du genre en Amérique du Nord. Bon nombre des membres de ce collectif militaient dans d'autres organisations du mouvement torontois de libération gaie et lesbienne de l'époque. Au début de 1985, la publication d'une petite annonce dans *The Body Politic* a cristallisé l'exclusion des personnes de couleur du mouvement de libération gaie de Toronto. L'auteur cherchait un «jeune HN [homme noir] bien fait comme domestique» (cité dans Warner, 2002: 318). Les membres de BP ont été pris à partie

par ZAMI, après que la seule personne de couleur membre du collectif eut informé les organisations ethnoculturelles gaies de Toronto de la parution de l'annonce. ZAMI, *Lesbians of Colour* et GAT ont tenu une rencontre avec le collectif. Malgré les nombreuses lettres adressées à BP critiquant la décision de publier l'annonce, la majorité des membres blancs du collectif ont maintenu leur position avec intransigeance et la rencontre a été un désastre. Seulement quelques membres blancs ont critiqué la décision du collectif; les autres ont fait valoir que l'annonce était une expression du désir sexuel et que l'expression du désir sexuel *queer* était l'objectif premier du mouvement de libération gaie. L'affirmation de la sexualité gaie et lesbienne était d'autant plus importante que cette sexualité avait été taboue pendant longtemps (Warner, 2002). Ken Popert, un leader du collectif de l'époque, devenu plus tard rédacteur de la principale publication LGBT canadienne, *Xtra*, s'est porté à la défense de l'inviolabilité du désir *queer*:

Je sais que certains diront qu'on doit lutter contre le racisme dans notre désir de reconstruire notre sexualité, de manière à ce qu'elle corresponde davantage à notre être véritable. C'est là un sentiment bien noble, mais que signifie-t-il en pratique? [...] Et l'idée que nous devons conformer notre sexualité aux principes moraux ou politiques ne va-t-elle pas à l'encontre de l'esprit de la libération gaie? La libération gaie renvoie, avant tout, à l'intégrité et à l'inviolabilité du désir sexuel. La cible la plus constructive de la lutte contre le racisme n'est pas notre désir, mais l'institutionnalisation des inégalités raciales dans notre propre communauté et dans la société. [...] Le racisme sera extirpé de notre sexualité lorsqu'il sera extirpé de la

société, pas avant (cité dans Bebout, 1998).

Richard Fung, dirigeant de GAT et cinéaste torontois bien connu, pense autrement :

Se porter à la défense du désir débridé sans aborder l'incidence du racisme et du sexisme dans la vie sexuelle équivaut à défendre l'enchâssement des privilèges de l'homme blanc [...] Il n'est pas étonnant qu'en accordant la priorité absolue à la libération sexuelle au détriment de l'organisation communautaire, la revue préserve la couleur, la classe et, jusqu'à récemment, le sexe des personnes qui y travaillent [...] Les lesbiennes et les gais qui ne sont pas blancs ne sont pas tout à fait gais. Nous sommes des étrangers, et nos intérêts sont accessoires (cité dans Warner, 2002: 318-319).

Cet événement est l'un des rares où on ait assisté à un conflit manifeste entre les organisations LGBT blanches du courant dominant et les Torontois de couleur eu égard aux politiques *queer*. Pourtant, le racisme mis au jour par cet incident subsiste de façon latente si l'on en juge par l'hégémonie persistante des blancs au sein des organisations LGBT comme Egale (organisme fédéral de défense des droits), la Coalition pour les droits des lesbiennes et personnes gaies de l'Ontario (CDLPGO), première association de libération gaie de la province, *Pride Toronto* et d'autres organisations importantes.

Ciblage des sociétés et des gouvernements étrangers

Le mouvement ethnoculturel *queer* a aussi une dimension transnationale. Les mouvements sociaux de contestation peuvent en effet cibler les gouvernements étrangers ou les organismes internationaux (Keck et Sikkink, 1998). Selon le processus classique, les organisations et les lea-

ders de la diaspora pressent le gouvernement de leur pays d'accueil d'intervenir auprès du gouvernement de leur pays d'origine. L'intensification de la migration internationale et le renforcement et l'accélération des communications mondiales et des échanges médiatiques font naître de nouvelles formes de transnationalisme.

La PGLA, par exemple, a été fondée dans le but de favoriser le changement en Pologne pendant la période de transition vers la démocratie (PGLA, n.d.). Par la suite, le sida est devenu un problème de taille en Pologne, faisant de nombreuses victimes chez les hétérosexuels et chez les enfants. Les personnes atteintes du sida étaient stigmatisées et ostracisées dans la société polonaise. Un groupe de Canado-polonais de Toronto a donc fondé la PGLA, en 1992, pour faire face à la crise du sida en Pologne. Durant les premières années, l'association s'est employée à écrire des lettres et à exercer des pressions sur le gouvernement polonais, mais aussi à dénoncer ceux qui, en Pologne, diffusaient des perceptions négatives de la communauté gaie, notamment le primat de l'Église catholique et certains journaux. Son principal objectif était de faire changer ce que Melucci appelle les codes dominants de la société, pour contrer la stigmatisation des sidéens liée à l'association entre leur maladie et l'homosexualité. La PGLA a utilisé la question du sida pour aborder les enjeux des droits des gais dans la société polonaise. Sans grand espoir d'exercer quelque influence sur le gouvernement polonais de l'époque, elle ne s'est pas donné la peine de solliciter l'appui du gouvernement canadien. Elle a préféré concentrer ses efforts sur la dénonciation des attitudes et de la représentation des LGBT dans les

médias polonais. Elle voulait en outre soutenir l'émergence du mouvement gai en Pologne (Jedrzejczak, 2002).

Un autre exemple du rayonnement de la communauté LGBT torontoise mérite d'être présenté. Il s'agit de Salaam, groupe *queer* issu de l'organisation des jeunes musulmans *queer* de Toronto au début des années 1990. Salaam se décrit comme «une organisation musulmane vouée à la défense de la justice sociale, de la paix et de la dignité humaine et œuvrant à la création d'un monde exempt d'injustice, c'est-à-dire entre autres choses de préjugés, de discrimination, de racisme, de misogynie, de sexisme et d'homophobie» (Salaam, 2004a). Salaam vise à créer un espace protégé pour les LGBT musulmans de Toronto et organise régulièrement des événements sociaux et de soutien grâce aux ressources du *519 Community Centre* (Salaam, 2004b). Toutefois, Salaam s'adresse aussi à la diaspora musulmane pour dénoncer les attitudes négatives à l'endroit de l'homosexualité hors de la communauté musulmane du Canada et par-delà les frontières canadiennes. Salaam a tenu divers événements de défense des libertés civiles des musulmans du Canada dans le sillage des attaques du 11 septembre 2001. Il a aussi activement entrepris de créer des liens transnationaux dans l'ensemble de la diaspora musulmane. À l'été 2003, Salaam a organisé une grande conférence à Toronto en collaboration avec Al-Fatiha, groupe musulman *queer* des États-Unis. La collaboration entre les deux organismes a fortement marqué l'évolution de Salaam, croit l'avocat torontois El-Farouq Khaki, membre fondateur de l'association. Selon lui, l'action d'Al-Fatiha à ses débuts a

été d'une importance absolue pour Salaam, puisqu'elle lui a permis d'élaborer des interprétations de l'islam progressistes, féministes et ouvertes aux *queer*, et de participer au mouvement progressiste mondial au sein de la diaspora musulmane. Après les événements du 11 septembre, soutient-il, les musulmans progressistes du Canada et des États-Unis ont commencé à «s'afficher» pour remettre en question les normes et l'orthodoxie religieuses et communautaires. Selon lui, en politisant le féminisme, la sexualité et l'identité sexuelle sous des formes nouvelles, les *queer* musulmans ont joué un rôle de premier plan dans ce mouvement (Khaki, 2003). La description que fait Khaki de l'influence de l'organisation américaine sur les musulmans *queer* au Canada évoque les débuts de *Gay Asians Toronto*, influencé par l'organisation gaie des Américains d'origine asiatique de New York et de Californie (Fung, 2002).

La conférence conjointe Salaam-Al-Fatiha a rassemblé des communautés musulmanes du Canada et des États-Unis et ouvert des débats sur les enjeux auxquels font face les musulmans *queer* en Amérique du Nord et dans le monde. Parmi les sujets abordés à la conférence figuraient l'élaboration d'une théologie de la libération islamique, l'évolution d'un islam progressiste, le féminisme et l'islam, les droits internationaux des musulmans *queer*, les relations entre les luttes des musulmans *queer* et d'autres enjeux de justice sociale, de même que les problèmes des transgenres. Des représentants d'Egale, organisme fédéral de défense des droits des LGBT, ont assisté à la conférence, et Svend Robinson, premier député canadien à avoir affiché publiquement son homosexualité, a prononcé le dis-

Identités *queer*: diaspora et organisation ethnoculturelle et transnationale des lesbiennes et des gais à Toronto

90

cours inaugural (Salaam, 2003). Ce mélange de sujets et de thèmes illustre la diversité des cibles de l'organisation LGBT. Salaam intervient auprès des individus pour les aider à accepter leur identité sexuelle. Il travaille sur le plan communautaire pour créer un espace d'échanges sociaux pour les musulmans *queer* de Toronto. Il œuvre dans le domaine de la défense des droits des *queer* au Canada. Surtout, il dénonce les pratiques contraires aux droits de la personne à l'égard des musulmans *queer* et les attitudes négatives envers l'homosexualité dans les communautés musulmanes de la diaspora.

L'objectif de Salaam, qui consiste à construire une communauté mondiale de *queer* musulmans animée d'une foi progressiste et soucieuse de justice sociale, illustre les nouvelles formes d'organisation transnationale et le rôle des diasporas. Mais son évolution pendant les années 1990 est indissociable de son inscription dans le contexte canadien. Nous avons observé la même chose dans le cas du *Polish Canadian Congress*. Les progrès réalisés au chapitre des droits des lesbiennes et des gais au Canada ont sans doute permis à Salaam d'être mieux accueilli par certains segments de la communauté

musulmane canadienne. Comme l'explique Khaki, «Nous sommes, dans l'ensemble, mieux acceptés et mieux protégés. Cette légitimité fait en sorte qu'il est plus difficile de nous haïr. Plus les *queer* s'afficheront publiquement, plus il sera difficile pour les membres de la communauté musulmane de nous exclure ou de nous condamner» (cité dans Giese, 2003). La politique canadienne consistant à accepter les revendications du statut de réfugié fondées sur l'orientation sexuelle a également une influence indéniable. En vigueur depuis 1998, elle a donné lieu à un grand nombre de demandes. Zahra Dhanani, militant de Salaam, observe : «Il y a eu un afflux de gais et lesbiennes en provenance de pays musulmans, où ils étaient persécutés en raison de leur sexualité. Beaucoup commencent à s'engager politiquement ici. Mais il y a aussi des immigrants de première génération qui, comme moi, sont arrivés ici enfants. Nous sommes maintenant adultes, nous nous sentons en sécurité, nous sommes conscients de nos droits comme Canadiens et comme *queer*. Et nous avons moins peur de nous afficher publiquement» (cité dans Giese, 2003). Il est clair que les politiques canadiennes relatives à la reconnaissance des droits des LGBT et l'évolution des attitudes à l'égard des LGBT et des enjeux politiques les concernant ont contribué à l'apparition d'organismes comme Salaam.

Conclusion

De nombreuses études sur la situation des lesbiennes et des gais, souvent consacrées au mariage entre conjoints de même sexe et à la reconnaissance des couples homosexuels, privilégient l'espace national comme lieu principal du changement et des

luttons politiques. Pourtant, la mondialisation met en évidence les dimensions transnationales du politique et le rôle des luttes locales. Les formes d'organisation et de lutte au sein des communautés ethnoculturelles de Toronto décrites dans cet article montrent, de même, le rôle que peut jouer la contestation à l'échelle locale des codes sociaux dominants. Les groupes présentés n'ont pas milité pour le mariage entre conjoints de même sexe, et l'État canadien n'est pas la (seule) cible de leur action; du reste, la plupart n'entretiennent pas de rapports directs avec l'administration publique fédérale ou provinciale ou municipale. Leurs efforts de contestation ont porté sur les normes dominantes de la communauté LGBT, les partis pris «blancs et anglo-saxons» qui ont dominé les politiques canadiennes de défense des droits des LGBT et les normes et pratiques sociales des communautés ethnoculturelles. Ces formes de politiques portées par les communautés ethnoculturelles et les communautés LGBT sont essentielles à la définition des intérêts et des identités LGBT.

Depuis le début des années 1990, avec la croissance des diasporas, l'action de ces groupes a engendré de nouvelles formes de politiques transnationales. Ces formes sont inédites dans les communautés LGBT urbaines, dans la mesure où, avant cette époque, les organisations LGBT ne s'employaient pas à cibler des gouvernements étrangers ou à participer à des actions mondiales ou transnationales sur des enjeux *queer*. Par contre, ces types d'intervention sont bien établis dans d'autres milieux; nous l'avons vu à propos des activités de la *Polish Gay and Lesbian Association*, qui s'intéresse

à la politique de la «mère patrie», et de Salaam, dont le cas montre, d'une autre manière, comment la remise en question des normes dominantes d'une communauté ethnoculturelle peut servir de tremplin à un mouvement mondial plus vaste. Des organismes comme ceux-là peuvent jouer un rôle de premier plan dans les politiques mondiales en servant de contrepoids au mouvement mondial de la droite chrétienne, actif au sein des Nations Unies et dans d'autres organisations internationales (Buss et Herman, 2003).

Les stratégies des groupes LGBT urbains «issus de la base» à Toronto s'apparentent à celles d'autres mouvements sociaux. La lutte contre le racisme dans le mouvement des femmes (Vickers, Appelle et Rankin, 1993) et la lutte contre le sexisme dans les communautés autochtones (Green, 2002) sont deux exemples de la même convergence des mobilisations. Cependant, jusqu'à présent, la diversité interne du mouvement LGBT au Canada est passée inaperçue. À cause de l'attention suscitée par des enjeux comme le mariage entre conjoints de même sexe (portés par un courant «dominant»), le mouvement a pu aussi donner l'impression de s'adresser surtout aux gouvernements. Or, les organismes dont nous avons parlé n'entretiennent guère de relations directes avec l'État et ne revendiquent pas de droits sur la scène politique fédérale ou provinciale. Ils «éludent» l'État, optant pour une identité politique locale, des stratégies politiques urbaines, communautaires, transnationales, mondiales, des modèles d'organisation souple en réseaux. Ils manifestent la portée des nouvelles formes d'identité *queer* et s'inscrivent dans les changements sociaux et politiques des trente dernières années, qui ont

sorti les lesbiennes et les gais des marges de la vie politique urbaine.

Miriam Smith
Département de science politique
Université Trent, Peterborough,
Ontario

Notes

- ¹ Texte traduit de l'anglais par Maya Berbery. Cette recherche a été financée par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSHC) et par l'initiative conjointe du CRSHC et de la Fondation Kahanoff sur le secteur sans but lucratif. John Grundy et Christopher Smith ont assuré les travaux d'assistance à la recherche et ont su inspirer la démarche sur le plan intellectuel.
- ² Les interviews (sauf celle de LeBlanc, 1996) ont été menées par John Grundy et Christopher Smith, adjoints à la recherche, sous la direction de l'auteur.
- ³ La description de ces organismes se fonde non seulement sur les sites web et la documentation, mais aussi sur les interviews qualitatives menées auprès des dirigeants.

Bibliographie

- ABU-LABAN, Yasmeen, et Christina GABRIEL. 2002. *Selling Diversity: Immigration, Multiculturalism, Employment Equity and Globalization*. Peterborough, Broadview Press.
- AVANTI. 2004. *Welcome to Avanti*. <http://www.web.net/avanti/AvantiPage1.html> (consultation en juillet 2004). Toronto, Avanti.
- BUSS, Doris, et Didi HERMAN. 2003. *Globalizing Family Values: The Christian Right in International Politics*. Minneapolis, University of Minnesota Press.

BEBOUT, Rick. 1998. *The Body Politic and Visions of Community*. <http://www.clga.ca/>.

CHIODO, Narina [membre d'Avanti]. 2002. Interview en personne. Toronto.

COHEN, Cathy J. 1999. *The Boundaries of Blackness: AIDS and the Breakdown of Black Politics*. Chicago et Londres, University of Chicago Press.

CONWAY-SMITH, Erin. 2004. «Toronto second in proportion of foreign-born», *Globe and Mail*, 16 juillet: A6.

EGALE. 2004. *Our Realities*. <http://www.egale.ca/index.asp?lang=E&menu=40&item=1062> (consultation en juillet 2004). Ottawa, Egale.

FUNG, Richard [cinéaste et militant de GAT]. 2002. Interview en personne. Toronto.

GAT (Gay Asians Toronto). 1996. *Shared Lives: An Oral History of Gay Asians*. Toronto, Gay Asians Toronto.

GIESE, Rachel. 2003. «Out of the Koran», *Xtra* (12 juin). <http://www.xtra.ca/site/toronto2/arch/body1419.shtm>.

GO, Avvy, et John FISHER. 1998. *Working Together Across our Differences: A Discussion Paper on Coalition-building, Participatory Litigation and Strategic Litigation*. Ottawa, Programme de contestation judiciaire.

JEDRZEJCZAK, Kazik [président et fondateur de la PGLA]. 2002. Interview en personne. Toronto.

KECK, Margaret, et Kathryn SIKKINK. 1998. *Activists Beyond Borders: Advocacy Networks in International Politics*. Cornell, Cornell University Press.

KHAKI, El-Farouk [dirigeant de Salaam]. 2003. Interview en personne. Toronto.

LEBLANC, Denis [militant du mouvement de libération gaie, ancien président d'Egale]. 1996. Interview en personne. Ottawa.

LEPISCHAK, Bev [chef du projet Supporting Our Youth]. 2002. Interview en personne. Toronto.

Identités *queer*: diaspora et organisation ethnoculturelle et transnationale des lesbiennes et des gais à Toronto

- LI, Alan [membre et dirigeant de GAT]. 2003. Interview en personne. Toronto.
- MELUCCI, Alberto. 2000. *Challenging Codes: Collective Action in the Information Age*. Cambridge, Cambridge University Press.
- NAMASTE, Vivien K. 2000. *Invisible Lives: The Erasure of Transsexual and Transgendered People*. Chicago, University of Chicago Press.
- PGLA (Polish Gay and Lesbian Association, Toronto). 2000. *About PGLA* (mai). <http://www.pgla.org/main2.html>.
- PGLA (Polish Gay and Lesbian Association, Toronto). *History of PGLA*.
- RAFFAELE, Guy [membre d'Avanti]. 2002. Interview en personne. Toronto.
- RAYSIDE, David. 1998. *On the Fringe: Lesbians and Gays in Politics*. Cornell, Cornell University Press.
- ROSS, Becki. 1995. *The House that Jill Built: A Lesbian Nation in Formation*. Toronto, University of Toronto Press.
- SALAAM: Queer Muslim Community. 2003. *1st Salaam Canada and 4th Al-Fatiha International Conference. Liberating Tradition, Celebrating Culture: A Festival of Faith, Heritage and Politics. Program*. Toronto, Salaam.
- SALAAM: Queer Muslim Community. 2004a. *About Salaam*. <http://www.Salaamcanada.org/about.html> (consultation en juillet 2004). Toronto, Salaam.
- SALAAM: Queer Muslim Community. 2004b. *Salaam Event Calendar*. <http://www.Salaamcanada.org/calendar.html> (consultation en juillet 2004). Toronto, Salaam.
- SALAMON, L. M., et H. K. ANHEIER. 1998. «Social origins of civil society: Explaining the nonprofit sector cross-nationally», *Voluntas*, 9: 3: 213-259.
- SKOCPOL, Theda. 2003. *Diminished Democracy: From Membership to Management in American Civic Life*. Norman, University of Oklahoma Press.
- SMITH, Miriam. 1999. *Lesbian and Gay Rights in Canada: Social Movements and Equality-Seeking, 1971-1995*. Toronto, University of Toronto Press.
- STATISTIQUE CANADA. 2001. *Community Highlights, Toronto Immigration Characteristics, 2002*. Ottawa.
- WARNER, Tom. 2002. *Never Going Back: A History of Queer Activism in Canada*. Toronto, University of Toronto Press.